

Le budget—M. Kaplan

les paiements destinés au programme de garde d'enfants, et ce programme nous tient à cœur.

Il y a de nombreux éleveurs de bétail laitier dans ma circonscription, et j'entretiens également des rapports quotidiens avec eux. Plusieurs d'entre eux m'ont parlé pendant la fin de semaine, et je sais qu'ils sont inquiets au sujet de la gestion de l'offre. Cependant, s'ils examinent honnêtement la question, ils se rendront compte, j'en suis sûr, que le gouvernement appuie la gestion de l'offre.

En ce qui concerne la question du lait en Colombie-Britannique, je crois comprendre que le ministre de l'Agriculture étudie la situation pour y remédier. Il faudra que nous posions cette question au ministre.

M. Lee: Monsieur le Président, moi aussi, je veux remercier le député de son discours. J'apprécie son engagement ainsi que celui de nombreux députés des deux côtés de la Chambre à l'égard du secteur agricole de l'économie. Je voudrais soulever une question qui concerne l'économie en général.

Depuis le budget, on a soulevé des questions et on a entamé des discussions sur les facteurs économiques généraux actuellement présents dans l'économie avec en toile de fond l'augmentation des taux d'intérêt qui se poursuit maintenant depuis plusieurs mois et qui, si elle n'est pas vraiment une politique gouvernementale, est assurément un phénomène auquel il ne s'oppose pas. Nous voyons dans le budget une augmentation sensible de la charge fiscale, qui se traduit par plusieurs milliards de dollars retirés de l'économie. En même temps, on assiste à une réduction draconienne de plusieurs milliards de dollars de l'argent accordé aux régions d'un bout à l'autre du Canada. Les conséquences sur Summerside, dans l'Île-du-Prince-Édouard, de la fermeture de la base militaire en sont un exemple.

Ces trois facteurs économiques significatifs se produisent tous en même temps. De même, on prévoit un marasme économique cyclique. Je me demande quelles mesures le gouvernement prend maintenant, si tant qu'il en prenne, pour reconnaître l'effet multiplicateur de ses initiatives alors qu'un marasme économique est prévu. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour protéger le Canada contre une éventuelle récession?

M. Monteith: Monsieur le Président, je remercie le député des observations qu'il a faites au sujet de mon premier discours et de la question qu'il m'a posée. Au début des années 80, lorsqu'un autre gouvernement était au pouvoir, les taux d'intérêt étaient excessivement hauts et aucune mesure n'a été prise. En tant que gouverne-

ment, nous avons pris des mesures pour que les taux d'intérêt se stabilisent. Nous verrons qu'il n'y aura pas de récession au Canada grâce aux mesures prises par le gouvernement conservateur dirigé par le premier ministre (M. Mulroney). Le budget du ministre des Finances donnera tort à l'opposition. Il prouvera que nous sommes sur la bonne voie pour assurer l'avenir du Canada.

Mme Sparrow: Monsieur le Président, je tiens, moi aussi, à féliciter le député d'Elgin (M. Monteith) de son premier discours. Comme il l'a mentionné, ce budget touche tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays, mais c'est un budget juste. Nous ne nous sommes pas mis nous-mêmes dans ce pétrin. Tout a commencé il y a 20 ou 25 ans. En fait, quand le premier ministre Trudeau a accédé au pouvoir, la dette s'élevait 18 milliards. Quand il est parti, elle atteignait 170 milliards. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement conservateur a réussi à faire diminuer le déficit chaque année. Nous avons réduit les dépenses, et c'est la première fois depuis 1946 qu'un gouvernement réduit les dépenses trois années d'affilée.

Il est vrai que, l'an dernier, le service de la dette nous coûtait 31 cents pour chaque dollar et que, cette année, il nous coûtera 35 cents. Si nous ne faisons rien sinon accroître nos dépenses de 24 p. 100 comme le gouvernement libéral l'a fait, où serions-nous?

• (1620)

M. Monteith: Monsieur le Président, Les taux d'intérêt grimperaient en flèche. Je n'ose penser à ce qu'il adviendrait de nous. Je crois que les taux d'intérêt seraient encore plus élevés qu'ils ne l'étaient naguère. Le chômage augmenterait. Nous ne réussirions jamais à réduire la dette. Nos enfants et nos petits-enfants n'auraient aucune chance dans la vie. Ils auraient, en venant au monde, une dette de plus de 12 000\$ par personne à supporter. Cette dette seraient plutôt de 120 000\$ dès leur naissance.

Le gouvernement a pris les mesures nécessaires. Jamais nous n'avons été dans une telle situation quoi qu'en dise l'opposition.

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, je veux consacrer les 20 minutes mises à ma disposition pour faire avancer la cause que défend l'opposition officielle. Disons premièrement que ce budget tombe bien mal compte tenu du rendement actuel et prévu de notre économie. D'autre part, à tort ou à raison, c'est un budget injuste qui ne tient aucunement compte des obligations du gouvernement fédéral envers la société canadienne.